



OFFRE D'EMPLOI

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE (ACUFC)

TITRE DU POSTE : DIRECTION DU RÉSEAU NATIONAL DE FORMATION EN JUSTICE (RNFJ)

DATE DU CONCOURS : 22 JUILLET 2019 AU 26 AOÛT 2019

L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) est à la recherche d'une personne pour occuper le poste de direction du Réseau national de formation en justice (RNFJ).

MANDAT DU POSTE

Sous la responsabilité de la Présidente-directrice générale de l'ACUFC, la directrice ou le directeur du RNFJ a pour mandat d'assurer la mise en œuvre et le développement de stratégies pour l'avancement de l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles au Canada. La directrice ou le directeur du RNFJ est également responsable de la coordination des activités du RNFJ et de la mise en œuvre de l'entente de contribution signée entre l'ACUFC et le ministère de la Justice du Canada dans le cadre de la coordination du RNFJ.

Lieu de travail : Ottawa.

SOMMAIRE DU POSTE

Responsabilités

Dans le but d'améliorer l'accès des Canadiennes et des Canadiens aux services juridiques dans la langue officielle de leur choix, le ou la titulaire du poste aura pour responsabilités de diriger le Réseau national de formation en justice, de le faire évoluer et d'appuyer les membres du RNFJ dans l'offre de formations en justice et dans le développement d'outils juridiques et jurilinguistiques. En tant que cadre supérieur, le ou la titulaire du poste devra développer, en collaboration avec les membres du RNFJ et d'autres parties prenantes concernées, une vision pancanadienne de l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles et contribuer ainsi à la concrétisation de l'orientation stratégique de l'ACUFC en lien avec le développement de la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire au Canada.



Tâches principales

1. Faciliter la collaboration et l'échange d'informations pertinentes entre les membres du Réseau national de formation en justice et avec les autres parties prenantes pour maintenir la vision collective dans l'exécution des projets visant l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles.
2. Articuler et mettre en œuvre les stratégies entourant l'offre de formations universitaires et collégiales en droit et justice, de la formation en cours d'emploi et du développement d'outils juridiques et jurilinguistiques en vue d'accroître l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles au Canada.
3. Veiller à la mise en œuvre de stratégies collectives en appuyant la collaboration et l'échange d'informations pertinentes entre les membres du RNFJ et avec d'autres parties prenantes.
4. Identifier de nouvelles sources de financement pouvant appuyer les initiatives des membres du RNFJ.
5. Coordonner les activités de mesure de l'impact collectif du RNFJ sur l'enjeu de l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles au Canada.
6. Assurer la planification, l'organisation, le développement, la mise en œuvre et le contrôle des plans d'action en vue d'atteindre les objectifs visés par le RNFJ. Cela comprend la gestion des subventions et contributions accordées et la gestion des ressources humaines et matérielles affectées au projet.
7. Contribuer à la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes concernées en vue d'optimiser la collaboration dans le développement et dans la mise en œuvre d'objectifs communs en matière d'accès égal à la justice dans les deux langues officielles.
8. Appuyer le RNFJ et l'ACUFC dans la compréhension des enjeux de l'environnement social, économique et gouvernemental qui pourraient représenter des opportunités ou des défis pour l'atteinte des objectifs du RNFJ.
9. Conduire, au besoin, les analyses quantitatives et qualitatives pertinentes pour appuyer la mise en œuvre des stratégies, des plans d'action ainsi que des initiatives du RNFJ.
10. Surveiller les risques et obstacles inhérents à la mise en œuvre du projet du RNFJ et apporter les mesures correctives nécessaires en vue d'assurer l'atteinte des objectifs visés.
11. Appuyer les membres du RNFJ dans la mise en œuvre de leurs initiatives sur demande.
12. Élaborer le prochain plan d'action quinquennal 2023-2028 du RNFJ en vue du renouvellement du projet en collaboration avec les membres du RNFJ et d'autres parties prenantes concernées.

PROFIL RECHERCHÉ

La personne retenue pour le poste devra posséder la formation, les connaissances et les compétences suivantes :

1. Diplôme universitaire de 2^e cycle dans un domaine relié aux finalités du poste. Un diplôme en droit serait un atout.
2. Excellente connaissance du système juridique canadien, notamment des domaines de compétence fédérale tels le droit criminel et le droit de la famille.
3. L'art de construire des consensus.
4. Rigueur dans ses écrits.
5. Expérience considérable* et récente** dans la réalisation de projets de formation et de développement d'outils juridiques et jurilinguistiques.
6. Expérience considérable et récente à identifier et à créer des possibilités de partenariat et d'alliances par le réseautage.
7. Expérience considérable de la prestation de conseils stratégiques ainsi que de la présentation de conclusions et de recommandations à la haute direction.
8. Minimum de 5 ans d'expérience dans l'élaboration, la mise en œuvre et la direction d'un programme.
9. Excellente connaissance de la francophonie canadienne en milieu minoritaire, de ses enjeux et de la clientèle desservie.
10. Habileté à décrire en termes simples des situations complexes et à y trouver des solutions efficaces.
11. Aptitude à travailler de façon autonome, sous pression, à respecter des échéanciers stricts et à gérer les priorités en travaillant sur plusieurs projets simultanément.
12. Maîtrise de la langue française tant à l'oral qu'à l'écrit et excellente connaissance de l'anglais.

*L'expérience considérable est définie comme la profondeur et l'étendue de l'expérience normalement associée à l'exercice de ces fonctions pour une période d'environ cinq (5) ans.

** Récente est défini comme l'expérience normalement acquise au cours des cinq (5) dernières années.

RÉMUNÉRATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'ACUFC offre pour ce poste une rémunération annuelle concurrentielle (99 302 \$ – 125 046 \$) jumelée à d'excellents avantages sociaux, dont quatre semaines de vacances payées par année, un régime d'assurance collective et un REER collectif. L'ACUFC s'engage également à favoriser le perfectionnement professionnel de son personnel. La personne choisie aura ainsi l'opportunité de faire partie d'une équipe dynamique travaillant dans un environnement convivial, dans des bureaux situés au cœur de la ville d'Ottawa.

L'ACUFC favorise le transfert de connaissances et d'expertises, tout en répondant aux besoins des individus et des organisations concernés. L'ACUFC est donc ouverte à différents modèles

pour pourvoir ce poste, incluant une mise en disponibilité, un congé sabbatique prolongé ou un programme tel Échanges Canada.

Dans le cadre de l'exécution des **tâches courantes**, ce poste exige parfois des déplacements à l'échelle nationale ainsi que du travail les soirs et les fins de semaine lors de ces déplacements, selon les événements et les livrables reliés au mandat.

CANDIDATURE

Pour soumettre votre candidature, veuillez transmettre par courriel votre curriculum vitae en français accompagné d'une lettre de motivation à l'attention de Mme Andrée Parker, à aparker@acuafc.ca, au plus tard **le 26 août 2019, à 17 h, HAE**.

Nous remercions à l'avance toutes les personnes qui soumettront leur candidature. Nous communiquerons uniquement avec les candidates ou les candidats retenus pour la prochaine étape de sélection. Si une personne est invitée à participer à cette prochaine étape, elle devra nous aviser de tout besoin de mesures d'adaptation particulières, le cas échéant. Les renseignements communiqués seront traités avec respect et confidentialité. L'ACUFC souscrit au principe d'équité en matière d'emploi.

INFORMATION GÉNÉRALE

Le Réseau national de formation en justice (RNFJ) est composé d'établissements d'enseignement postsecondaire, de centres de jurilinguistique et d'organismes à but non lucratif fournissant des services de formation. Un représentant d'un gouvernement provincial y siège également. RNFJ.ca

L'ACUFC regroupe 21 collèges et universités de la francophonie canadienne. Notre vision : accroître l'accès à l'enseignement postsecondaire en français pour établir un réel continuum de l'éducation en français, de la petite enfance au postsecondaire. L'ACUFC contribue à la vitalité et à la pérennité de la francophonie canadienne. ACUFC.ca

Ottawa, le 22 juillet 2019